

SCIENCE

Les stratégies pour diminuer le bruit dans les cabines des avions

Page B 6



IDÉES

Le fascisme de gauche à l'UQAM et ailleurs

Page B 5



LE DEVOIR

CABIER
B

PERSPECTIVES



Les spécialistes proposent diverses stratégies pour faire baisser le nombre d'avortements chez les jeunes.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les jeunes et l'avortement

Nouvelle génération, nouveau comportement

Les jeunes femmes de 18 à 24 ans présentent le plus haut taux d'avortement

PAULINE GRAVEL
LE DEVOIR

Julie, âgée de 21 ans, est tombée enceinte alors qu'elle poursuivait un programme d'études et vivait une toute nouvelle relation amoureuse sans grand avenir. Elle utilisait pourtant le condom comme moyen contraceptif, mais cette nuit-là, elle n'y a pas eu recours, pensant qu'il n'y avait pas de danger puisqu'elle ne se trouvait pas dans la phase ovulatoire de son cycle.

Julie a le profil type du groupe de femmes présentant le plus haut taux d'avortement. Les jeunes femmes de 18 à 24 ans sont en effet celles qui contribuent le plus à gonfler les statistiques décrivant le phénomène de l'avortement au Québec. Mais pourquoi un nombre aussi élevé de ces jeunes femmes en viennent-elles à se faire avorter? Les spécialistes relèvent plusieurs raisons et proposent diverses stratégies pour faire baisser cette déplorable statistique.

Première constatation: les comportements sexuels des jeunes ont changé au cours des deux dernières décennies, années qui, en occurrence, ont été marquées par une forte hausse du taux d'avortement au Québec. L'âge de la première relation sexuelle avec pénétration a aussi baissé. Selon les données de l'Enquête sociale et de santé de 1998, publiée par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), environ 15% des Québécois âgés de 15 à 19 ans et de 20 à 29 ans ont eu leur premier rapport sexuel avec pénétration avant l'âge de 15 ans, ce qui est plus élevé que dans les autres générations ou groupes d'âge.

«Les filles commencent à être actives sexuellement de plus en plus jeunes, tellement jeunes que les garçons du même âge ne sont pas encore pubères», souligne le Dr Marc Steben, médecin-conseil à la Direction de la santé publique de Montréal-Centre. «Les jeunes filles ont ainsi leurs premières relations sexuelles avec des garçons qui sont beaucoup plus vieux qu'elles et avec lesquels elles n'osent pas discuter de contraception ou refuser d'avoir une relation même si elles n'en ont pas envie.»

Le Dr Marie-Josée Gaudreau, médecin à la Clinique médicale Fémina de Montréal, fait pour sa part remarquer que plus les jeunes filles sont sexuellement actives tôt, moins elles vont se protéger lors de leurs premières relations sexuelles, habitées qu'elles sont par la «pensée magique».

«Un grand nombre de très jeunes filles ont cette pensée magique voulant qu'elles ne peuvent pas tomber enceintes la première fois qu'elles ont une relation sexuelle. Comme s'il fallait faire l'amour un certain nombre de fois pour devenir enceinte!», explique Marc Steben.

«D'autres jeunes filles concluent par contre très rapidement qu'elles sont stériles et que leur partenaire est infertile parce qu'elles ne sont pas devenues enceintes à la suite de leurs premières relations sexuelles. Elles évacuent alors toute préoccupation contraceptive», rapporte Marie-Josée Gaudreau.

Sous l'influence de la drogue et de l'alcool, beaucoup de jeunes filles ont également des relations sexuelles non planifiées et, de ce fait, non protégées. «La plus vieille drogue du viol est l'alcool», ajoute le Dr Steben. «Sous l'effet de l'alcool, les jeunes filles peuvent être désinhibées ou tellement saoules qu'elles ne peuvent plus négocier une sexualité sécuritaire.»

La pilule, cette mal-aimée

Les jeunes boudent-ils les contraceptifs pour en arriver si souvent à l'avortement? Oui et non. Le principal problème est qu'ils n'adoptent pas toujours un moyen contraceptif très sûr. Une récente enquête a révélé que l'utilisation du condom est plus répandue chez les générations plus jeunes. Les percutantes campagnes de prévention du sida ont donc porté fruits, mais on se rend compte que «les activités de communication pour l'usage du condom dans le but de prévenir les maladies transmissibles sexuellement (MTS) devraient également souligner l'importance d'une double protection lors des rapports sexuels si on veut aussi éviter une grossesse», signale-t-on dans les commentaires qui accompagnent les données de l'Enquête sociale et de santé 1998 publiée par l'ISQ.

La pilule contraceptive, qui a connu ses heures de gloire à l'époque où les femmes cherchaient à s'émanciper, n'a plus la cote auprès des jeunes filles d'aujourd'hui. Un préjugé négatif et tenace est accolé à cet anovulant oral. On croit, à tort bien sûr, que la pilule fait engraisser. «Ce mythe tient peut-être au fait que la pilule est souvent administrée à de jeunes filles qui n'ont pas terminé leur croissance et, donc, qui n'ont pas fini de grandir et qui n'ont pas atteint leur poids d'adulte», explique Marc Steben. Les jeunes sous-estiment les avantages de la pilule et surestiment ses effets secondaires, pourtant minimes compte tenu des très faibles doses d'hormones qui sont proposées aujourd'hui. En plus d'être une méthode de contraception très fiable, la pilule réduit l'absentéisme dû aux douleurs menstruelles et diminue le risque d'anémie, de formation de kystes aux ovaires et aux seins, de cancer de l'ovaire et d'arthrite rhumatoïde, fait également remarquer le médecin spécialisé en MTS.

L'éducation sexuelle est déficiente et trop tardive au Québec, soulignent aussi les spécialistes de l'avortement. Les jeunes puisent ainsi leurs modèles parmi les stars de la musique

pop, souvent vêtues de façon provocante, ainsi que parmi les vedettes de films pornographiques dans lesquels les femmes sont couramment contraintes et violentées, fait remarquer Marc Steben.

Un oubli...

«On veut préparer les jeunes à la vie économique, mais on oublie que la meilleure façon de les écarter du marché du travail est qu'elles tombent enceintes, s'insurge le médecin. Au Québec, nous n'avons pas de politique de santé sexuelle comme il en existe en Belgique et aux Pays-Bas.»

La Belgique et les Pays-Bas sont justement les pays où les taux d'avortement sont les plus bas au monde. En 1996, on y comptait 0,2 avortement par femme au cours d'une vie, alors qu'au Québec, ce taux s'élevait à 0,57. Dans ces pays européens, l'avortement est libre, gratuit et très facile d'accès, précise Marie-Josée Gaudreau. L'accessibilité n'est donc pas un motif qui permettrait d'expliquer l'accroissement du nombre d'avortements au Québec depuis sa légalisation.

La clé du succès de ces pays européens est de toute évidence une éducation sexuelle précoce, et ce, autant au sein de la famille qu'à l'école dès la maternelle. «Dans ces pays, les condoms sont disponibles au sein des familles et dans les écoles», souligne le Dr Gaudreau. Les infirmières distribuent les moyens de contraception. L'accès facile aux contraceptifs et au counseling contraceptif réduit la culpabilité associée au comportement sexuel. Ainsi, un jeune qui se sent moins coupable d'être sexuellement actif sera beaucoup plus disposé à aller se chercher un contraceptif.»

Les médecins québécois réclament aussi la gratuité totale et une meilleure accessibilité à la «pilule du lendemain», dénommée plus justement «nouvelle contraception d'urgence» ou «plan B». «Ce médicament se prend immédiatement après une relation sexuelle non protégée. S'il est absorbé dans les 24 heures qui suivent le rapport sexuel, son efficacité s'élève à 95%, alors qu'après cinq jours, celle-ci n'est plus que de 45%», précise le Dr Edith Guilbert, médecin à l'Institut national de santé publique du Québec.

«La pilule du lendemain constitue une excellente avenue pour prévenir des grossesses non désirées», affirme Marie-Josée Gaudreau. Son accessibilité est toutefois grandement liée aux infirmières en planning, qui sont de moins en moins présentes dans les écoles. Bien que cette contraception d'urgence soit remboursée par l'assurance-médicaments, il faut néanmoins payer la consultation du pharmacien, qui peut s'élever à 45 \$. Pour éviter ces coûts, les jeunes doivent obtenir une ordonnance d'un médecin, une démarche qui implique souvent un délai, délai qui compromet l'efficacité de cette contraception d'urgence.»

Voir autre texte page B 2

Des chiffres contestés

JOSÉE BOILEAU
LE DEVOIR

Il existe plusieurs façons de mesurer le phénomène de l'avortement. La plus spectaculaire est la moins utilisée par les spécialistes: c'est celle qui comptabilise le nombre d'avortements pour 100 naissances.

A ce jeu, et si on fait exception des anciens pays de l'Est, où l'avortement sert carrément de moyen de contraception (ainsi, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Estonie et en Lettonie, il y a plus d'avortements que de naissances), le Québec est champion. Avec un taux de 38,8 avortements pour 100 naissances en 2001, il devance les États-Unis, la France, le Japon, l'Angleterre — qui avait des taux situés entre 26 et 35 pour 100 naissances en 1997 — et largement l'Allemagne (à 16) ou les Pays-Bas (à 12).

Mais il y a distorsion, soulignent les démographes. Le Québec est ici victime de son taux de natalité, l'un des plus faibles du monde industrialisé. Si la comparaison se base sur les naissances, le Québec part perdant.

Le milieu de la santé utilise donc davantage le taux d'avortements pour 1000 femmes âgées de 15 à 44 ans. En 2001, au Québec, ce taux était de 17,9, contre 17,6 un an plus tôt. En comparaison, il était de 22 pour 1000 femmes aux États-Unis en 1997 (le taux québécois était de 17 cette année-là). «On peut donc conclure que le recours à l'interruption volontaire de grossesse est plus important aux États-Unis», note l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) dans son étude, tout juste rendue publique, sur la situation démographique du Québec en 2001.

L'indicateur le plus intéressant — et le plus négligé — est toutefois l'indice synthétique des interruptions volontaires de grossesse, affirme le démographe Louis Duchesne, de l'ISQ. Il indique combien d'avortements les femmes d'une génération donnée auront au cours de leur vie.

Depuis 1998, cet indice est de 0,57% au Québec — soit 57 avortements par génération de 100 femmes (ce qui ne signifie pas que 57 femmes de cette génération se feront avorter puisqu'une même femme peut avoir plus d'un avortement). Dans les années 80, l'indice était à 0,26% — moitié moins qu'aujourd'hui.

Mais même à ce chapitre, le Québec n'occupe pas la tête du classement. En comparaison,

VOIR PAGE B 2: CHIFFRES

• PERSPECTIVES •



Jean Dion

Quelques sujets

Qu'est-ce qu'on fait quand les sujets s'envoient les uns après les autres? On fait comme d'habitude: on prend quelque chose d'autre, et on fait semblant que c'est ce qu'on avait choisi en premier.

Donc, j'avais comme premier sujet un dossier important: Théodore ou Hackett devant la cage de nos Canadiens à l'occasion d'un week-end de huit points?

Comme deuxième élément, j'avais retenu Raël. Personnellement, je le trouve trop divertissant, Raël. Son nom est un peu banal, trop proche de Raël Giguère; à sa place, pour bien illustrer les enjeux, j'aurais plutôt fondé un groupement religieux appelé Les Oraliens, et je me serais appelé Oral.

Trop récent. Pas assez de preuves. Vous n'exigez pas toujours de preuves pour croire à quelque chose, loin s'en faut, mais là, oui.

Vraiment, Raël est divertissant. Les médias l'aiment parce que ce qu'il dit est gros et facile à comprendre. Quand c'est compliqué, ça se case mal en trois minutes avant de passer à la météo et aux numéros gagnants du Banco (le 2, le 4, le 9, le 11, le 19, le 22, le 25, le 26, le 27, le 30, le 32, le 36, le 37, le 39, le 42, le 44, le 47, le 49, le 51, le 52, le 56, le 57, le 59, le 60, le 61, le 63, le 64, le 68, le 70, le 74, le 81, le 88, le 93, le 94, le 101, le 104, le 116, le 122, le 130, le 131, le 135, le 138, le 279, le 498, le 601, le 1276, le 14 702, le π, le cube de 10 145, le nombre d'Avogadro, et en cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, arrangez-vous avec vos troubles).

(D'ailleurs, si vous m'autorisez une petite parenthèse, mille fois ne sont pas coutume, je détiens en ce moment même un carton d'allumettes gracieuseté, et je cite au texte, de «La Ligne ontarienne d'aide sur le jeu problématique», 1-888-230-3505. Juré, je vous le reproduirais dans cette page si ça ne coûtait pas si cher et si ça n'enlevait pas de la place aux propos denses et fluides. Question d'examen: en 30 000 mots ou plus, étalez votre position sur le jeu problématique.)

C'est facile à comprendre, et cela rend le scandale aisé. Du reste, il faudrait calculer le temps passé dans les médias à discuter du fait qu'il ne faudrait pas parler de Raël. Excellent sujet de chronique, au demeurant: discuter du fait que les médias passent un temps considérable à discuter du fait qu'il ne faudrait peut-être pas discuter de Raël.

J'avais même un sacré plan: me rendre sur l'auto-route 10, direction Sherbrooke, constater de visu la présence d'affiches touristiques officielles du gouvernement du Québec annonçant le chemin à prendre pour aller à UFOland, le musée intergalactique des raéliens élohimement inspiré (le plus grand bâtiment au monde entièrement fait de bottes de paille, soit dit en passant, à l'encontre des vrais ovnis qui, eux, sont faits de briques Lego) situé près de Valcourt.

Car si l'État donne son imprimatur aux Martiens jusqu'à guider vers eux le conducteur égaré en quête de sens, qui serions-nous pour douter qu'ils nous ont créés en laboratoire à l'aide d'un becher, d'un erlenmeyer, d'un bec benzène et d'une pipette graduée? Ne reculant devant aucuns frais, d'autant plus que j'avais déjà provoqué des économies substantielles en ne faisant pas reproduire le carton d'allumettes, j'ai donc loué un char et me suis rendu sur place.

Mais les affiches n'y sont plus. Reconnu. Encore un sujet qui fout le camp.

Je me suis donc tourné vers la télé-réalité, le phénomène de l'heure qui démontre, si on en croit une étude extrêmement sérieuse réalisée aux États-Unis, que le spectacle qui régale le plus l'homme sapiens sapiens de début de troisième millénaire n'est pas la violence, ni le cul, ni des veudettes qui font du karaoké imbecile le vendredi soir sur les ondes publiques qu'on paie avec nos taxes, mais l'étalement de l'embaras des autres. Le tout trouvera d'ailleurs son point culminant dans l'épilogue de la série Joe Millionnaire, au réseau Fox, où 15 femmes s'entre-bitchent d'aplomb pour obtenir les faveurs d'un gars qui prétend vivre dans un château en France et posséder un pécule dans les huit chiffres à la gauche du point mais qui, dans les faits, est un ouvrier de la construction dont le salaire annuel est de 19 000 \$.

Le clou sera donc d'apercevoir en énorme plan le visage de la gagnante lorsqu'elle apprendra que, et de voir si elle l'aimera pareil, mais peut-être juste comme ami.

Puis la réalité, la vraie, m'a rattrapé. Quelque temps après Joe Millionnaire, ils ont annoncé que la direction de la Commission des droits humains des Nations unies venait d'être confiée à la Libye. J'ai eu souvenance qu'il y a une vingtaine d'années, le colonel Khadafi était grosso modo pour Reagan ce que Saddam H. est aujourd'hui pour Bush. Et j'ai pensé qu'il fallait attendre l'autorisation de ces mêmes Nations unies pour savoir si nous devions aller en guerre.

Je ne comprends pas tout le temps tout. jldion@ledevoir.com



Les premiers ministres Gary Doer du Manitoba, Bernard Landry du Québec, Ralph Klein de l'Alberta, Roger Grimes de Terre-Neuve et Ernie Eves de l'Ontario se sont salués après leur rencontre.

Le secteur de la santé

Un consensus... pour négocier Les premiers ministres rencontreront Chrétien le 5 février

ROBERT DUTRISAC LE DEVOIR

Aussi ferme envers Ottawa qu'apparaît le consensus sur le financement des soins de santé dégage lors de la conférence des premiers ministres des provinces et territoires, jeudi à Toronto, il ne s'agit que d'une position de négociations, ni plus ni moins.

Au secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes à Québec, on se montre tout de même satisfait du consensus obtenu, tout comme des positions exprimées par les premiers ministres derrière les portes closes. Le consensus est «assez solide», assure-t-on. On s'attend à ce que les fédéraux sondent le terrain la semaine prochaine pour savoir jusqu'où certaines provinces sont prêtes à aller au chapitre de l'imputabilité. En ce qui a trait au montant que le gouvernement fédéral entend verser aux provinces pour la santé, on croit que Jean Chrétien gardera cet atout dans sa manche pour le jour de la conférence.

L'enjeu des négociations, le trade-off, comme disent les négociateurs, se situe entre l'argent frais et les conditions «nationales» de reddition de comptes. Plus le montant consenti aux provinces se rapprochera de leur cible de sept mil-

liards de plus par année pendant cinq ans — on parle maintenant de 35 milliards au bas mot —, plus les provinces, à l'exception notable du Québec et peut-être de l'Alberta, seront tentées d'accepter les règles d'imputabilité d'Ottawa. Si l'offre financière de M. Chrétien devait apparaître ridicule aux yeux des premiers ministres provinciaux — deux ou trois milliards, par exemple —, ceux-ci pourraient quitter la table. Mais le prix politique à payer serait élevé.

Au Canada anglais, les premiers ministres provinciaux marchent sur une glace bien mince. L'opinion publique ne s'oppose pas à ce que le fédéral mette son nez dans la santé: comme dans d'autres domaines, elle n'a cure du respect des compétences constitutionnelles. Hier, dans le National Post, le chroniqueur Paul Wells donnait le ton: les premiers ministres des provinces sont autant d'idiots du village futiles et chicaniers. La raison est derrière le grand frère d'Ottawa, bienveillant et omniscient, et Jean Chrétien a la stature et l'esprit d'un Winston Churchill.

Au Québec, un sondage publié récemment dans Le Devoir indiquait qu'une majorité de Québécois estime que le fédéral n'a rien à faire dans le domaine de la santé. Mais près des deux tiers d'entre eux ne veulent pas partir en

guerre: Québec doit accepter l'argent même si celui-ci est lié à des conditions.

Dans la proposition soumise aux premiers ministres par la ministre fédérale de la Santé, Anne McLellan, Ottawa souhaite créer un comité-conseil — la présidence en serait confiée à nul autre que Roy Romanow, chuchote-t-on — afin d'évaluer la prestation des soins de santé par les provinces. Les premiers ministres ne veulent rien savoir de ce nouvel organisme, formé de non-élus et de personnes qui sont partie prenante des réseaux de soins de santé, comme les représentants des médecins et des infirmières, qui viendraient casser du sucre sur leur dos. Drapé de crédibilité, ce comité indépendant ne manquerait pas de discréditer les gouvernements provinciaux appelés à gérer des ressources limitées pour répondre à une demande qui, elle, est sans limites. Ils ont déjà un avant-goût du traitement qui leur serait réservé avec les dénonciations de l'Association médicale canadienne, qui fait le jeu d'Ottawa.

Les indicateurs

En septembre 2000, les provinces se sont engagées à publier ensemble un rapport annuel sur les systèmes de soins de santé. Le premier rapport interprovincial, rendu public en septembre 2002, comportait 14 indicateurs

sociosanitaires (état de santé de la population, délais d'attente, par exemple), autant de données comparables. À l'heure actuelle, les provinces travaillent à concevoir une soixantaine d'indicateurs supplémentaires afin de produire un portrait comparatif complet et fidèle des réseaux de la santé au pays.

Dans sa proposition, Anne McLellan a élaboré une nouvelle liste d'indicateurs. Nombre d'entre eux ne posent pas de problème: ils sont déjà colligés par les provinces ou sont en voie de l'être. D'autres indicateurs versent dans le micro-management des réseaux et apparaissent acceptables.

Les provinces estiment qu'elles sont en mesure d'assurer une reddition de comptes adéquate. À l'exception du Québec, elles ont accepté de fournir à Ottawa les détails sur l'achat d'équipement médical, par exemple. Québec se contente d'acheminer des données financières qui confirment que l'argent a bel et bien été dépensé. Cette reddition de comptes a déjà joué un mauvais tour au Nouveau-Brunswick: son ministère de la Santé a fourni la liste des achats d'équipement de son réseau de la santé, liste où figuraient des tondeuses. Alimentés par Ottawa, les médias en ont fait un scandale. Or il s'agissait de l'ensemble de ses immobilisations en matière de santé, non pas uniquement l'équipement médical à proprement parler. Les hôpitaux doivent aussi entretenir leur pelouse.

À Québec, on se montre tout de même satisfait du consensus

Un choix avant sept semaines

Avortement médical ou chirurgical?

PAULINE GRAVEL LE DEVOIR

Une femme qui envisage d'interrompre une grossesse ne désirerait-elle pas opter pour un avortement médical ou un avortement chirurgical. Elle n'aura toutefois la possibilité de faire ce choix que si elle se présente dans une clinique avant sept semaines de grossesse.

L'avortement médical, qui s'effectue par l'administration de médicaments, ne peut en effet être pratiqué après sept semaines de gestation, soit 49 jours après le début des dernières menstruations. Le médicament qu'on injecte est le méthotrexate, une substance qui interromp la croissance en bloquant la prolifération des cellules embryonnaires. En raison de sa capacité à suspendre la synthèse de l'acide folique, qui participe à la multiplication cellulaire, le méthotrexate est également employé pour le traitement de maladies comme le cancer et le psoriasis, souligne le Dr Marie-Josée Gaudreau, médecin à la Clinique médicale Fémina. Ce médicament ne parvient toutefois pas à stopper le développement embryonnaire si la grossesse est trop avancée, comme c'est le cas après sept semaines.

Les médecins québécois espèrent par ailleurs avoir accès à la pilule abortive RU 486, reconnue pour être plus effica-

ce que le méthotrexate. Le RU 486 est en fait un antiprogéstérone qui contrecarre l'action des hormones de grossesse. Bien que le RU 486 soit autorisé tant aux États-Unis que dans divers pays européens comme la France et la Belgique, le Canada n'en a toujours pas permis la commercialisation.

L'avortement médical semble peut-être plus naturel et moins invasif, mais il nécessite des prises de sang pour doser les hormones et requiert au moins deux visites. Il peut provoquer des saignements plus abondants, plus longs et plus douloureux que l'avortement chirurgical. Avec un taux de réussite de 95 %, il est également un peu moins efficace que ce dernier. «Si la patiente se retrouve parmi les 5 % de cas qui ont échoué, il faut alors procéder à un traitement chirurgical car les médicaments qui lui ont été préalablement administrés sont tératogènes et, de ce fait, très nocifs pour l'embryon», explique le Dr Gaudreau.

L'avortement médical est particulièrement indiqué pour les femmes qui ont peur de la chirurgie ou qui présentent une anomalie utérine.

Chirurgical

Même s'il s'agit d'une procédure plus invasive, l'avortement chirurgical a par contre l'avantage de pouvoir être pratiqué jusqu'à la 21^e semaine de grossesse.

De plus, son taux de succès atteint les 99 %. La technique consiste d'abord à dilater le col de l'utérus afin de faciliter l'insertion d'un tube relié à un appareil qui aspire doucement les tissus de conception à l'intérieur de l'utérus. Pour prévenir les douleurs, les médecins procèdent généralement à une anesthésie locale du col de l'utérus ainsi qu'à une injection intraveineuse destinée à induire une légère sédation, qui réduira la douleur en agissant sur l'état de conscience de la patiente, celle-ci demeurant néanmoins éveillée et consciente.

Puisque la procédure est simple, les complications sont rares et ne dépassent pas 1 % des cas lorsque l'intervention est faite durant le premier trimestre de gestation. Ces complications peuvent prendre la forme d'une infection, d'une hémorragie, d'une perforation de l'utérus ou d'une rétention de tissus associés au fœtus à l'intérieur de l'utérus. «Plus l'avortement est pratiqué tôt, plus les possibilités de complications sont faibles», rappelle Marie-Josée Gaudreau.

Au Québec, les avortements pratiqués dans les centres hospitaliers, les CLSC et certaines cliniques pour jeunes sont gratuits pour les détenteurs d'une carte d'assurance-maladie. Plusieurs femmes se tournent toutefois vers les cliniques privées afin d'éviter le délai d'attente des services publics et parce qu'on y pratique plus volontiers des avortements pour les femmes dont la grossesse est plus avancée, atteignant de 15 à 20 semaines.

CHIFFRES Les démographes se méfient des comparaisons internationales

SUITE DE LA PAGE B 1

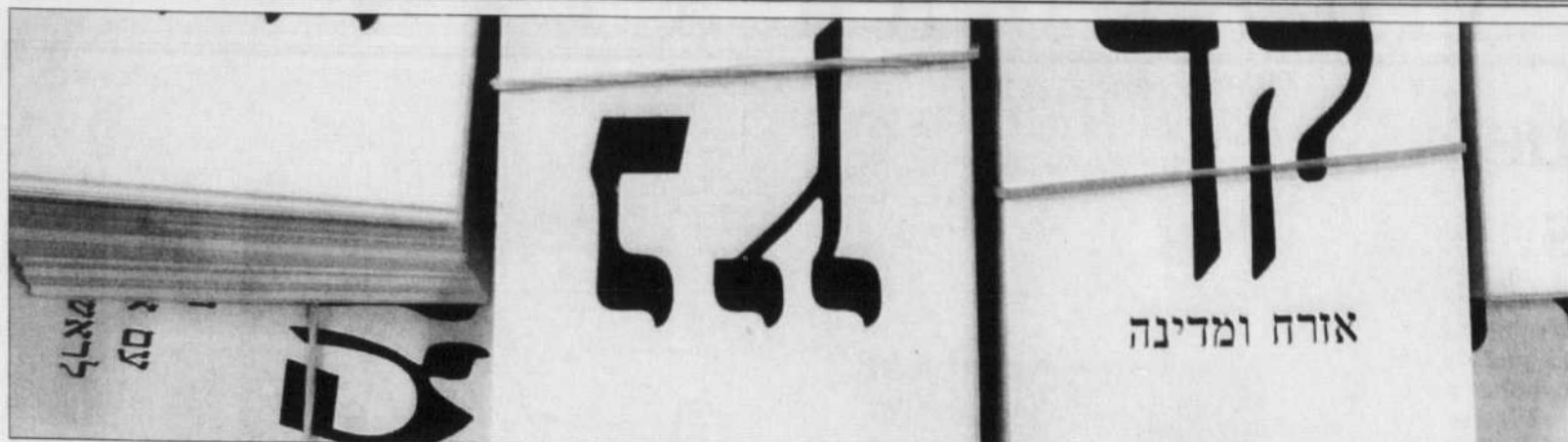
ce taux était à 0,67 % aux États-Unis en l'an 2000, notamment parce que les femmes américaines dans la vingtaine recourent davantage à l'avortement qu'ici. Chez les 20-24 ans, on dénombre 47 avortements pour 100 Américaines, contre 35 ici. Chez les 25-29 ans, il y a 32 avortements pour 100 femmes du côté américain, contre 25 au Québec.

Mais les démographes le répètent: attention aux comparaisons internationales, voire nationales. Peu d'endroits au monde sont aussi rigoureux que le Québec dans leur quête de données. Ainsi, compte tenu de déclarations incomplètes, les chiffres de l'Ontario voisin n'ont pas été retenus par Statistique Canada, qui a rendu publiques, cette semaine, ses données sur l'avortement à travers le pays pour 1999.

Et même au Québec, les calculs de l'ISQ se basent strictement sur les avortements remboursés par la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ). Or, selon des travaux de la démographe Madeleine Rochon, du ministère de la Santé et des Services sociaux, 6 % des avortements pratiqués échappent à la RAMQ.

6 % des avortements pratiqués échappent à la RAMQ

PERSPECTIVES



Les bulletins de vote pour le scrutin de mardi sont prêts.

AGENCE FRANCE-PRESSE

Les élections israéliennes de mardi prochain

La colombe, le faucon et la souris

CHRISTIAN RIOUX
ENVOYÉ DU DEVOIR

Jérusalem — Alors que les travaillistes sont en chute libre, le premier ministre Ariel Sharon semble plus assuré que jamais de l'emporter lors des

élections législatives israéliennes de mardi prochain. Les derniers sondages prédisent une défaite historique des travaillistes et de leur candidat, Amram Mitzna, lesquels pourraient ne décrocher que 18 ou 19 des 26 sièges qu'ils détenaient dans l'ancien Parlement. Les travaillistes sont même talonnés par un pe-

ti parti laïque, le Shinui. Un Sharon tout puissant, qui emprunte les intonations du bon père de famille, face à la colombe Mitzna qui tente maladroitement de cogner du poing sur la table. Tel est le portrait de la scène électorale israélienne à trois jours des élections législatives.

Ariel Sharon

Arik le tendre

Jérusalem — Le lendemain d'un grave attentat suicide commis il y a plusieurs jours au cœur de Jérusalem, le caricaturiste Michel Kichka, qui dessine en direct dans une émission matinale de la télévision israélienne, avait représenté une balance dans laquelle un seul fusil palestinien pesait plus lourd que tout l'arsenal militaire israélien.

C'est un peu ce désarroi qu'inspire à une partie de l'électorat israélien le premier ministre Ariel Sharon. L'homme qui avait promis la sécurité, la paix et l'ordre préside depuis deux ans à l'épisode le plus violent de l'histoire israélienne. Environ 500 civils israéliens sont morts à cause des attentats terroristes depuis la visite d'Ariel Sharon au mont du Temple, le 29 septembre 2000.

Pourtant, rien ne semble pouvoir empêcher la réélection mardi prochain du leader du Likoud. L'ancien commandant d'infanterie de 75 ans à la poigne de fer est le candidat d'une majorité d'Israéliens qui jugent qu'il n'y a plus aucun chemin vers la paix, du moins pour l'instant.

La seule incertitude de l'élection concerne la nature de la coalition que formera Sharon. Devra-t-il se rabattre sur les partis de la droite religieuse ou, comme il le souhaite, s'allier aux travaillistes qui participaient au dernier gouvernement?

Une coalition avec les premiers (le Parti religieux national et l'Union nationale) compromettrait toute tentative, après la guerre en Irak, d'arriver à une solution du conflit palestinien: la fameuse *road map* américaine.

Durant la campagne, le premier ministre sortant a joué de sa réputation d'homme à poigne tout en se donnant des airs de paisible fermier. Ne possède-t-il pas un ranch dans le sud du pays? Pendant que le travailliste Mitzna durcissait son discours, Sharon prenait soin d'adoucir le sien et se disait prêt à faire des «concessions douloureuses». Pour aller chercher les électeurs du centre et ne pas détonner avec son allié George W. Bush, Sharon a même accepté du bout des lèvres l'idée d'un État palestinien.

Il s'est dit prêt à reconnaître un État provisoire constitué des anciennes zones partiellement ou complètement autonomes, soit à peine 40 % de la Cisjordanie et un peu plus de la bande de Gaza. Cet «État» serait en réalité une juxtaposition de cantons reliés par des corridors contrôlés par l'armée israélienne.



Ariel Sharon

Il y a deux ans, le premier ministre affirmait son intention de défendre coûte que coûte les colonies, même celle de Netzarim, isolée au sud de Gaza. Sous son gouvernement, les travaux d'infrastructure se sont poursuivis dans les territoires occupés. Les perspectives de négociations sont peut-être au point mort. Qu'importe. En bon stratège, Sharon n'oublie jamais de garder l'avantage du terrain.

Personne ne voit comment l'ancien ministre de la Défense qui a envahi le Liban pourrait un jour accepter qu'Israël revienne aux frontières d'avant la guerre des Six Jours (1967), celles que le père de la nation, Ben Gourion, avait pourtant acceptées. «Le Likoud a repris le vieux rêve romantique et messianique de la Grande Palestine abandonné par les travaillistes», dit l'historien Yaacov Shavit, spécialiste de l'histoire de la droite israélienne. «C'est pourquoi les travaillistes ont perdu l'hégémonie qu'ils avaient sur la politique. Si le Likoud décrochait 40 députés, ce serait une vraie révolution.» Les derniers sondages en prévoient environ 34.

L'intransigeance du premier ministre semble aujourd'hui reconforter une nation déboussolée. C'est pourquoi les scandales financiers l'ont à peine égratigné. Le premier ministre s'est contenté de limoger Naomi Blumenthal, adjointe du ministre de l'Infrastructure, qui refusait de répondre aux questions de la police.

Pour le reste, il a accusé la presse de faire le jeu de son adversaire.

Si Sharon est reconduit dans ses fonctions, il devra composer avec les partisans de son ministre des Affaires étrangères, Benjamin Nétanyahou, hostiles à la moindre concession à l'égard des Palestiniens. Nétanyahou a été très présent dans cette campagne. «Sharon a beau être un pragmatique à côté des nationalistes lunatiques qui sont sur sa liste, jamais il n'aura de majorité pour démanteler la moindre colonie», dit Yaacov Shavit.

Pour la plupart des Israéliens, Sharon n'a pas plus de solutions que Mitzna. Il ne fait que pousser les Palestiniens dans leurs derniers retranchements en attendant d'éventuelles négociations. D'ici là, l'instabilité chronique qui gangrène la politique israélienne aura probablement provoqué de nouvelles élections.

C. R.

Yossef Lapid

Un provocateur laïque

Jérusalem — Yossef Lapid a été la surprise de cette campagne. Profitant de la déconfiture des travaillistes et de la désillusion des électeurs, son parti laïque, Shinui (Changement), devrait talonner les travaillistes mardi et rafler plus d'une dizaine de députés.

Cette formation de centre droit est partie en guerre contre les privilèges exorbitants des juifs orthodoxes. Exemptés du service militaire (trois ans pour les garçons et deux pour les filles), les orthodoxes bénéficient en plus de subventions de l'État. La plupart ne paient pas d'impôts, puisqu'ils se consacrent à l'étude de la Torah, et ne travaillent pas.

Pour Lapid, les religieux sont des parasites qui refusent d'assumer leurs devoirs de citoyens. Provocateur expérimenté et habile communicateur, Yossef Lapid est devenu une vedette de la télévision en ridiculisant les interdits alimentaires et vestimentaires des religieux orthodoxes.

Avec les années, l'influence des groupes religieux s'est accrue. Lorsque les fondateurs de l'État d'Israël acceptèrent de les dispenser du service militaire, ils n'étaient que quelques dizaines de milliers. Ils représentent aujourd'hui près de 20 % de la population. Les partis religieux sont ainsi parvenus à interdire les transports publics le jour du sabbat dans la plupart des villes. Dans certains quartiers, les orthodoxes barrent même les rues pour bloquer toute circulation.

Le Shinui appartient au camp des «colombes» puisqu'il ne renie pas les accords d'Oslo. Il est cependant libéral de droite en matière sociale. En 1999, le parti n'avait fait élire que six députés. Son succès actuel est dû à la popularité de son leader et à l'exaspération de certains électeurs (en particulier les jeunes) devant la montée des partis religieux.

Le Shinui pourrait bien provoquer la formation de la première coalition laïque de l'histoire du pays. Lapid refusera en effet de participer à n'importe quelle coalition où siègerait un représentant religieux. Cela pourrait aussi rendre sa participation à un gouvernement impossible. Il est en effet peu probable que le Likoud et les travaillistes acceptent de rompre avec leurs alliés religieux, de gauche comme de droite.

C. R.



Yossef Lapid

Amram Mitzna

Le chef d'un parti blessé

Haïfa — Haïfa, c'est l'autre Israël. Difficile de croire par une journée ensoleillée qu'à moins de 150 km, Ramallah est quadrillé par l'armée et qu'à Tel-Aviv se prépare peut-être un nouvel attentat suicide. Ici, les autobus roulent le jour du sabbat et les Arabes servent dans la police municipale. On trouve même un centre judéo-arabe sur la façade duquel un poème de Michel Butor demande à la pluie «d'effacer les frontières».

Dans la ville que dirige depuis 1993 le candidat travailliste Amram Mitzna, on est pratiquement sur une autre planète. C'est peut-être pour cela que le candidat travailliste apparaît à la plupart des Israéliens comme un véritable Martien.

«C'est le Lionel Jospin de la politique israélienne», me dit un de ses proches qui l'a poussé à se lancer dans la bataille. Aujourd'hui, il se demande s'il a bien fait. Le quotidien *Nahoum Barnéa* a rendu hommage à Mitzna en vantant «l'intégrité, l'honnêteté et la modestie» dont il a fait preuve pendant la campagne. Mais le journal se demandait aussitôt si le chef travailliste n'était pas justement «trop honnête pour devenir premier ministre».

Mitzna a un vieux contentieux à régler avec Sharon. Pendant la guerre du Liban, c'est l'officier Mitzna qui avait dénoncé dans un courrier adressé à l'état-major les errements d'Arik (le surnom d'Ariel Sharon) qui ont mené au massacre de Sabra et Chatila. Pour s'adapter au vent de droite provoqué par l'intifada, Mitzna a musclé son discours. Il traite Arafat de «terroriste». Il accepte les assassinats ciblés. Il propose surtout, après une reprise immédiate des négociations, une séparation éternelle entre Israéliens et Palestiniens. Bref, un mur, au moins temporaire, qui séparerait les deux peuples.

Un sondage publié dans le quotidien *Maariv* montre que la population n'est pas loin de penser ainsi: 43 % des Israéliens privilégient la reprise des négociations avec les Palestiniens, contre 33 % qui se prononcent pour une séparation unilatérale et seulement 11 % qui préfèrent laisser perdurer la situation actuelle. C'est exactement ce que propose Mitzna: renouer le dialogue et, en cas d'échec, mettre en œuvre la séparation définitive.

Mitzna propose l'évacuation immédiate de Gaza et des colonies isolées de Cisjordanie. Il dénonce les 700 millions de dollars (en subventions et en exemptions fiscales) que le gouvernement Sharon a consacrés aux colonies l'an dernier. Il propose d'utiliser plutôt cet argent pour améliorer les services sociaux et reloger les colons.

L'ennui, c'est que personne ne le croit lorsqu'il dit vouloir démanteler les colonies juives, qui ont déjà confisqué 40 % du territoire de Gaza et quadrillé toute la Cisjordanie. Depuis les accords d'Oslo, ni la droite ni la gauche n'ont eu le courage de s'opposer aux implantations «sauvages» qui se sont intensifiées sous le gouvernement d'union nationale qui dirige le pays depuis deux ans.

«Une gauche à reconstruire»
«Ce n'est pas le programme travailliste qui pose problème, mais le parti qui est complètement discrédité», dit l'ancien ambassadeur israélien en France Eli Barnavi. Ex-travailliste, Barnavi a rejoint le parti centriste Meretz avec quelques-unes des vedettes travaillistes, comme Yossi Beilin et Yael Dayan. Pour Barnavi, la gauche israélienne est à reconstruire. Un nouveau



Michel David

La colombe

Au départ, il y a quelque chose de louche. Depuis 40 ans qu'il est en politique, Jean Chrétien s'est toujours vanté de n'avoir jamais reculé devant une bonne bataille. Et voilà qu'à la veille de tirer sa révérence, il annonce qu'il n'a pas envie de se battre.

«Les citoyens souhaitent une entente sur un partenariat de collaboration entre gouvernements et non un marché ou un compromis [...] avec des gagnants et des perdants, qui ne viendrait qu'ajouter au cynisme à l'égard du processus politique», écrivait-il à ses homologues provinciaux à la veille de leur rencontre sur le financement des services de santé. Alors donc: si M. Chrétien était une colombe, ça se serait su.

M. Chrétien a beau être usé par des années de lutte contre Paul Martin, Ralph Klein ne s'y est pas trompé. En jetant dans les pattes des provinces un plan de son cru, qu'il s'est cependant bien gardé de chiffrer, M. Chrétien a démontré qu'il n'avait rien perdu de son penchant pour ce que M. Klein a qualifié de «*raw power politics*». Autrement dit, ça va jouer dur.

Au reste, si le premier ministre actuel est un artisan particulièrement zélé de la centralisation, une plus grande intégration des services de santé d'un bout à l'autre du pays est inscrite dans la dynamique du fédéralisme canadien depuis des décennies. D'autant plus que le *medicare* est devenu le symbole le plus puissant d'unité nationale. Aucun gouvernement ne verserait des sommes aussi colossales aux provinces sans obtenir quelque chose en retour.

Il ne fait pas de doute que M. Chrétien cherche sincèrement «un partenariat de collaboration» avec les provinces. Dès qu'il y a un partenariat dans le domaine de compétence provinciale, c'est tout profit pour le gouvernement fédéral. Avez-vous déjà entendu parler de partenariat en matière de défense ou d'affaires étrangères? Bien sûr, il va y avoir une entente. La question est de savoir à quel coût politique pour les provinces, surtout le Québec.

Comme d'habitude, les premiers ministres provinciaux affichaient une belle unanimité à l'issue de leur rencontre, jeudi à Toronto. Entre l'augmentation des transferts fédéraux «sans conditions» exigée par Bernard Landry ou Ralph Klein et la souplesse affichée par un Lorne Calvert (Saskatchewan), il y a cependant un espace de manœuvre que le gouvernement fédéral a toujours su exploiter au mieux. Il suffit d'y mettre le prix, et Ottawa en a les moyens. Il va y avoir beaucoup d'activité en coulisse d'ici la rencontre au sommet des 4 et 5 février prochains.

Même l'entente de septembre 2000, dont Lucien Bouchard s'était félicité au point d'élever Mike Harris au rang de «grand ami du Québec», avait permis à Ottawa d'avancer ses pions. Le recul n'était peut-être pas dramatique, mais le texte de l'accord parlait déjà d'un système de santé au singulier. Les provinces acceptaient la création des «fonds ciblés», de même que le principe d'indicateurs communs.

Pour peu qu'on retrouve une formule suffisamment souple pour tenir compte de l'état de la situation dans chaque province, la définition d'objectifs «nationaux» ne devrait pas poser de problème insurmontable. Déjà, ce sont pratiquement les mêmes. C'est plutôt l'ordre des priorités qui varie de l'une à l'autre.

C'est sur la question de l'imputabilité que l'accrochage risque de survenir. La commission Romanow a proposé d'en faire le sixième principe de la Loi canadienne sur la santé, mais créer une sorte de conseil pancanadien, comme le propose Ottawa, aurait pour effet d'ériger le gouvernement fédéral en juge de la performance des provinces.

«Nous avons besoin d'imputabilité, le public canadien le demande», a déclaré M. Chrétien. Sur ce point, il a sans doute raison: la population comprendrait mal que les provinces refusent de rendre compte de la gestion des fonds qu'Ottawa leur transfère.

Judi matin, alors que Gordon Campbell s'attaquait avec ses homologues provinciaux, un groupe de syndicats de la Colombie-Britannique a fait publier dans le *Globe and Mail* une page publicitaire suppliant Ottawa de ne pas remettre de chèque en blanc à leur premier ministre. Il est vrai que la politique d'austérité budgétaire du gouvernement Campbell suscite beaucoup de grogne, mais il demeure que le gouvernement fédéral est perçu comme une sorte de chien de garde de la «société juste» par de nombreux Canadiens.

Même au Québec, où, contrairement au Canada anglais, la grande majorité de la population s'identifie d'abord au gouvernement provincial, la marge de manœuvre du premier ministre Landry demeure étroite. En décembre dernier, un sondage Léger Marketing-Le Devoir indiquait que 62,5 % des Québécois étaient d'avis que le Québec devrait accepter l'argent d'Ottawa, même à des conditions inacceptables.

Dans l'intéressante chronique qu'il signe depuis deux mois dans *Le Quotidien*, l'ancien ministre Jacques Brassard concluait: «Le peuple québécois est prêt à mettre au rancart ses convictions autonomistes et à se mettre à genoux devant le fédéral.» M. Brassard se serait peut-être exprimé autrement à l'époque où il était au gouvernement, mais ses ex-collègues, M. Landry au premier chef, n'en pensent sans doute pas moins.

Heureusement, la nécessité de trouver un *casus belli* n'est pas aussi impérieuse pour M. Landry. Le PQ a remonté dans les sondages, et le ton plus serene que le premier ministre a adopté au cours des dernières semaines fait bon effet. Une entente à des conditions honorables avec Ottawa permettrait à Pauline Marois de déposer un bon budget à la veille des élections. Ce serait bien plus efficace que le refrain sur le déséquilibre fiscal, même si le problème demeure entier. Qui sait, M. Chrétien s'est peut-être réellement transformé en colombe!

mdavid@ledevoir.com

É D I T O R I A L

La diplomatie du forceps

Depuis l'adoption de la résolution 1441, en novembre dernier, jamais les propos des protagonistes de la scène irakienne n'ont été aussi abrupts et lourds de conséquences que ceux clamés cette semaine. Du droit de veto évoqué par la France à la «vieille Europe» du secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, en passant par la fragilisation de Colin Powell, on retient que les relations entre Occidentaux sont les plus déprimées jamais observées depuis la chute du Mur.

Sacré Rumsfeld! Depuis sa nomination au poste de secrétaire à la Défense, ce partisan convaincu d'une politique musclée sur le front extérieur n'a jamais coulé ses propos dans la langue de bois. Alors qu'il était interrogé sur l'attitude à son avis la plus appropriée pour combattre Oussama ben Laden et Saddam Hussein, cet ex-pilote de chasse avait invoqué l'exemple d'Al Capone qui, rappela-t-il, assurait qu'on obtenait davantage de comptant lorsqu'un mot gentil était appuyé par un revolver que lorsque ledit mot gentil était seul. Que l'on apprécie cela ou non, le moins que l'on puisse dire, c'est que Donald Rumsfeld a la franchise de ses opinions. Pour ce qui est du courage de celles-ci, celui qui fut le mentor de l'actuel vice-président Dick Cheney a pris soin de laisser son grand patron se dépeindre avec elles.

Ce rappel n'est pas innocent, nous semble-t-il, parce qu'il permet d'avancer que le qualificatif qu'il a employé cette semaine pour dépeindre le couple franco-allemand n'est pas à mettre sur une faute langagière ou sur un banal effet de manche. Rumsfeld ayant toujours clamé haut et fort ce qu'il croit, il pense sincèrement que ces deux pays sont dépassés. Qu'il sont des actifs de l'histoire, des bas bleus du passé juste utiles au décorum. Et que ce qu'ils font ou défont aujourd'hui doit être inscrit dans la colonne du passif des temps présents. Rumsfeld a une vision claire et ferme de ce que doivent être les États-Unis aujourd'hui: impérialistes.

Cheez lui, mais également chez Dick Cheney et Paul Wolfowitz, le numéro deux du Pentagone, la volonté impériale est d'autant plus prononcée qu'ils ont été littéralement traumatisés par la défaite du Vietnam et le Watergate. On ne doit pas oublier qu'en vétérans de l'administration Ford, ils étaient alors dans l'obligation, justifiée soit dit en passant, d'administrer une décroissance des pouvoirs ou des prérogatives du président après le traumatisme vietnamien et le scandale du Watergate. Depuis leur retour à la Maison-Blanche, Rumsfeld et les siens sont en mission: restaurer l'autorité présidentielle pour mieux avancer les pions de la tentation impériale.

Cet aspect du dossier constitue une part de la toile de fond de l'un des épisodes de la semaine. En qualifiant le duo franco-allemand de «vieille Europe», on peut avancer que Rumsfeld signalait au monde qu'il avait remporté une grande victoire. Laquelle? Son pouvoir d'influence est désormais plus étendu que celui de Colin Powell. On se souviendra que c'est ce dernier qui a combattu, en septembre dernier, la volonté de Rumsfeld d'aller casser de l'Irakien sans passer par l'ONU. Le président Bush ayant alors choisi l'option diplomatique de Powell, Rumsfeld a attendu son heure, qui lui a été fournie, indirectement il va sans dire, par le ministre français des Affaires étrangères lorsqu'il a évoqué l'usage du droit de veto. Cet acte ayant été considéré comme un affront à l'endroit des Américains, les faucons de l'administration Bush ont eu beau jeu — hélas! — de marteler que le recours à la diplomatie dans le cas de Saddam Hussein s'avère une béquille.

Le résultat — grave — de cet épisode est cette addition nette des objectifs de la guerre envisagée. Sur le plan strictement juridique du dossier, nous étions jusqu'à présent dans le temps de la résolution 1441, qui s'en tient aux armes et seulement à elles. Depuis les discours, cette semaine, de Paul Wolfowitz et de Richard Armitage, ce dernier étant le bras droit de Colin Powell au secrétariat d'État, la cible de l'opération militaire sera autant le désarmement que Saddam Hussein lui-même. D'officeuse, la cible est devenue carrément officielle. Il n'est même plus question de s'accommoder d'Oudai Hussein, le fils de Saddam, comme on y avait songé l'automne dernier.

Cela étant, l'Espagne, l'Italie, la Pologne, l'Australie, la Hongrie et plusieurs autres de ces pays de l'Union européenne ayant décidé de se ranger aux côtés de Bush et de son indéfectible allié britannique Tony Blair, le duo franco-allemand sera isolé en cette histoire. Par contre, on retiendra de cette semaine que la politique au forceps que chérissent tant Bush, Rumsfeld et autres a eu pour conséquence de raviver le moteur franco-allemand essentiel à l'Europe. De moribond qu'il était depuis quelque temps, l'axe Berlin-Paris doit revenir à ce qu'il était: le centre de gravité de l'Europe.



Serge Truffaut

♦ ♦ ♦

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

Les financiers canadiens et l'annexion aux États-Unis

Après l'annonce par le gouvernement canadien du renforcement de la «coopération militaire» avec les États-Unis, il y a quelques jours à peine, voici que les dirigeants des plus grandes entreprises du Canada proposent la création d'un périmètre financier et commercial nord-américain qui ferait tomber ce qui reste de barrières douanières et autres entre les deux pays, prétendument pour mieux contrer les risques d'actes terroristes. En fait, il s'agit d'une demande explicite d'annexion aux États-Unis. Et il y a fort à parier que cette idée n'a pas germé spontanément dans l'esprit de ces gens mais que nos voisins du Sud y sont pour quelque chose.

L'histoire des États-Unis des XVIII^e et XIX^e siècles nous enseigne que les pionniers anglosaxons n'ont jamais hésité à écarter les autochtones de leurs territoires et à les éliminer physiquement, ainsi qu'à avoir recours à l'esclavage, pour assouvir leur désir d'expansion à l'ouest comme au sud des États regroupés à l'est au début de la colonie. Le nord du continent avait en somme été abandonné aux frères ennemis, fidèles à la couronne d'Angleterre. Aujourd'hui, des conditions géopolitiques nouvelles (démantèlement de l'Union soviétique, événements de septembre 2001, course aux ressources en pétrole et en gaz naturel, problèmes hydriques, entre autres) apportent autant de motifs pour que le Canada devienne un objet de convoitise.

Et, comme il est possible de le constater, le gouvernement des États-Unis n'aura pas à exercer beaucoup de pression pour éteindre la flamme patriotique des milieux politiques et financiers canadiens afin que ceux-ci acceptent, voire se sentent privilégiés, d'appartenir à cette puissance guerrière dans laquelle le racisme, la violence et les inégalités sociales constituent le lot quotidien d'une portion toujours importante, sinon croissante, de la population. Mais chez les nantis, les politiques comme les financiers, c'est-à-dire en très hau-

te altitude, ces «problèmes du bas peuple» ne sont guère visibles et, de toute façon, ne revêtent aucun intérêt.

Serge Genest
Le 14 janvier 2003

«Nos belles Rocheuses» et l'option fédéraliste

En faisant quitter au Québec la fédération canadienne, les Québécois se sépareraient du «patrimoine acquis par les ancêtres», s'inquiète Gilbert Belzile, ingénieur de Sillery, dans une lettre parue dans *Le Devoir* du 14 janvier. Et notre ingénieur identifie essentiellement ce patrimoine à «l'exceptionnel potentiel agricole, minier et notamment énergétique du Canada» (sic).

Il faut rendre hommage à «Québec profond», si cher au cœur du ministre Pettigrew lors de la campagne fédérale de 2000 dans la banlieue de Québec: il a de la suite dans ses illusions, ce Québec profond. Et il aimerait recycler à la sauce économique le larmoyant argument de «nos belles montagnes Rocheuses» servi lors du référendum de 1980. Mais il n'est pas au bout de ses déceptions.

Quand bien même la Saskatchewan aurait de l'espace labourable à revendre, le rendement physique des terres agricoles y est plus bas que sur les terres de la plaine du Saint-Laurent, et la Saskatchewan a bien davantage de peine que le Québec à retenir sa population depuis que les subventions fédérales au transport des céréales ont commencé à baisser.

«Au rythme où ils l'exploitent actuellement, les Canadiens ont du pétrole pour des siècles à venir» (sic), s'excite Gilbert Belzile. Mais tout ce beau pétrole de l'Alberta, de l'Arctique et de l'Atlantique, que des taxes et des impôts québécois ont encore contribué à faire prospecter et rendre exploitable, ce beau pétrole n'est pas exclusivement destiné aux Canadiens. M. Belzile paraît vivre à l'heure de la politique énergétique «nationale» et nationaliste de Pierre Elliott Trudeau de 1980-84. Nous vivons 20 ans plus tard dans un espace de libre-échange nord-américain.

Du pétrole consommé au Québec continuera d'être importé d'outre-mer pendant que le pétrole albertain partira pour les États-Unis. Parce que c'est plus pratique et plus économique ainsi.

S'il y a une pénurie mondiale de pétrole, c'est bien davantage la capacité hydroélectrique du Québec, développée sans l'aide du reste du Canada, qui atténuera les douloureuses difficultés d'ajustement du Québec et de ses voisins, y compris ceux du Massachusetts et du Connecticut, que le potentiel pétrolier des lointaines Alberta et Saskatchewan. Sans compter que cela pollue moins que de brûler du pétrole.

Ce qui fait et continuera de faire prospérer le Québec, ce ne sont pas les minéraux sur lesquels le Canada trône, ni la charité canadienne, ni les retours conditionnels aux provinces d'impôts provinciaux dont le fédéral les prive avec arrogance. La clef de la réussite québécoise est dans l'industrie, le savoir-faire et, osons le dire, le génie du peuple québécois.

Quand ils ne reprochent pas aux souverainistes de vouloir tenir un autre référendum malgré les résultats du passé, les fédéralistes comme M. Belzile reprochent aux souverainistes de ne pas poser de questions directes. Cela n'empêche pas le camp de la feuille d'étable de promettre à chaque référendum une réforme du système fédéral canadien pour répondre aux aspirations nationales québécoises mais de ne jamais livrer la marchandise promise une fois le référendum passé.

Si les fédéralistes exposaient franchement au peuple que la conséquence du maintien du Québec dans le royaume canadien est un consentement au ratatinement graduel de l'autonomie provinciale et à la dissolution graduelle de la volonté collective québécoise dans celle de la nation anglophone canadienne, les résultats référendaires seraient très différents, et le Québec serait un pays.

Amateur de proverbes, Gilbert Belzile goûtera celui-ci: «on n'est jamais si bien servi que par soi-même».

Pierre Croteau
Économiste
Québec, le 17 janvier 2003

REVUE DE PRESSE

Peuple de gauche, médias de droite?

Antoine Robitaille

«**N**e laissez surtout pas entendre que la presse du Canada anglais reflète le vrai ROC»: John Ralston Saul, en substance, m'avait adressé cet avertissement lors d'une entrevue. Propos que j'avais alors mis sur le compte d'une sorte de déni stratégique de la réalité. Mais voilà que la thèse d'une rupture idéologique entre le peuple du ROC et ses médias a refait surface cette semaine dans le *Globe and Mail*. Même que le fossé entre les deux (peuple et médias) ne cesserait de se creuser, selon Lawrence Martin, chroniqueur et biographe — délinant — de Lucien Bouchard et maintenant de Jean Chrétien (il travaille à une grande biographie sur le personnage).

Un exemple: le ministre de la Défense, John McCallum, déclarait récemment que la participation du Canada à la guerre contre l'Irak ne serait plus nécessairement conditionnelle, ou peut être, on ne sait pas trop, bref quelque chose du genre, à l'appui de l'ONU. «Les médias ont applaudi à l'idée», note Martin, alors que seulement 15 % des Canadiens l'ont appuyée. Pour le chroniqueur, ce ne sont pas les Canadiens qui se muent tranquillement en Américains, «c'est leurs médias qui ont opté pour la stricte imitation» des voisins du Sud.

Martin s'attaque d'abord à son ancien employeur, le *National Post*: la quasi-totalité des commentaires, «David Frum, Mark Steyn, Andrew Coyne», y sont clairement de droite. Martin concède qu'on peut lire, en tribune libre ou chez certains chroniqueurs occasionnels, des opinions différentes. «Reste qu'au *Post*, il n'y a aucun chroniqueur à temps plein qui ne soit à gauche du centre.» Selon lui, le *Globe* fait un plus grand effort vers la diversité des

points de vue, notamment en donnant un espace au chroniqueur Rick Salutin. Reste que là aussi, déplore Martin, parmi les chroniqueurs «qui travaillent à temps plein, aucun ne se situe à la gauche du spectre idéologique». Quant à la chaîne Sun, dit Martin, «elle est foncièrement de droite, et quiconque légèrement à gauche de Ted Kennedy y est considéré comme un communiste». Dans un pays où les libéraux sont si forts, il est curieux, estime Martin, que la droite ait «un poids aussi prépondérant dans le commentaire politique». (Ne pourrait-on pas en dire autant des souverainistes au Québec? Au moins 40 % de l'électorat, mais très peu de chroniqueurs.)

Martin trouve aussi les médias du ROC plus proaméricains que jamais, contrairement à la belle époque où les grandes plumes étaient Pierre Berton, Dalton Camp, Norman Webster, etc. «Aucun «américaniste» parmi eux», écrit-il. Certes, au *Toronto Star* et au *Maclean's*, il y en a qui résistent, note Martin. «Mais les voix modérées, comme on le constate dans l'actuelle crise irakienne, tendent à disparaître.» L'illustration bien le fait qu'il y a «presque autant d'opinions favorables à la guerre dans les journaux du Canada que dans ceux des États-Unis».

Autre question pertinente de Lawrence Martin: «Dans cet environnement médiatique, le NPD a-t-il quelque chance de se faire valoir?» Pour ne prendre qu'un exemple parmi mille, il fallait lire Greg Weston, chroniqueur politique de la chaîne Sun. Il soutenait hier que le NPD n'a plus «aucune raison d'être» puisque son programme comporte des mesures qu'il faut considérer comme étant «impensables»: l'annulation de l'ALENA, un meilleur finan-

cement de la CBC et la fermeture de tous les réacteurs nucléaires au Canada.

Il n'y a plus de voix «modérés» au Canada, écrit Martin? La cause en est peut-être le réchauffement de la planète!

En effet, c'est ce qu'on pouvait déduire de l'éditorial du *Globe* d'hier. Texte «de saison», lyrique à souhait. Une vraie minute du patrimoine qu'on aurait fondée sur la douteuse «théorie des climats» de Montesquieu. Le sujet: les vertus nationales du «froid canadien». La température froide «a forgé notre caractère», écrivait le *Globe* en se référant au romancier Robertson Davies. Nous serions, grâce au froid, «un peuple particulier, modéré, non pas doux. Stoïque, bien que fervent dans ses passions». Citant encore Davies, le *Globe* écrit: «Le froid engendre la prudence.» (Parce que les participants du raid Ukatak!) C'est pourquoi nous sommes moins portés que les Américains à prendre des risques. «Mais pour nous, sortir dehors est déjà un risque.»

Malheureusement, au cours des dernières années, le «réchauffement de la planète» nous a éloignés de notre être véritable. Nous sommes devenus des «weather wimps»: traduisons librement par «moumoumes de la température». Bref, dit le *Globe*, célébrons la vague de froid. En effet, si elle comporte son lot de «tuyaux qui éclatent», de «surcharges électriques», etc., elle a en même temps l'immense qualité de faire figer l'eau partout sur les patinoires. Et, dieu merci — violons, svp —, «le Canada redevient ces jours-ci un vrai pays froid».

Mon pays, c'est l'hiver? Lundi, dans le même journal, Lysiane Gagnon affirmait exactement l'inverse.

Selon elle, l'idée que le Canada a une culture nordique est une «vue de l'esprit». Nous serions plutôt, selon elle, des «semi-nordiques rêvant d'un climat plus clément».

L'économie du Québec va bien, ce qui fait dire à Peter Black, chroniqueur au *Sunday Herald*, que «le Québec s'est récemment transformé en un tigre coiffé d'une tuque, une véritable machine à produire des emplois, fabriquant des jobs aussi rondement qu'une gigantesque machine à saucisses». Jadis, tout ce que la ville de Québec semblait produire en quantité industrielle, c'était des «crises constitutionnelles».

C'est peut-être pourquoi la brasserie ontarienne Sleeman a décidé de créer une nouvelle entité pour faire des affaires au Québec, comme on l'apprenait dans le *Globe* de jeudi.

Le texte féroce de l'historien torontois Michael Bliss, dont je parlais ici la semaine dernière, a provoqué quelques étincelles dans la presse du ROC. Bliss affirmait que le Canada est passé d'un statut de colonie britannique à celui d'une sorte de protectorat des États-Unis. Pour lui, le Canada n'a plus vraiment de projet collectif et ferait mieux de rejoindre une grande confédération nord-américaine. Mark Steyn, dans le *National Post*, répliquait cette semaine par ceci: «Mais ils ne veulent même pas de nous!» Paul Stanway allait dans le même sens, dans le *Edmonton Sun*, mercredi: «Pourquoi les Américains accepteraient-ils de déstabiliser leur pays en y ajoutant l'équivalent d'une Californie pleine d'électeurs anti-américains qui ne croient pas au capitalisme et à la liberté individuelle? Sans compter cette minorité linguistique importante [le Québec] qui se croit détentrice d'un droit éternel à un statut constitutionnel particulier!»



La presse du Canada

I D É E S



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

L'interminable conflit au Moyen-Orient entre Israéliens et Palestiniens a parfois des échos tonitruants ici quand les manifestants prennent la rue, comme ce fut le cas à l'université Concordia il y a quelque temps.

Le fascisme de gauche à l'UQAM et ailleurs

STEPHEN SCHECTER

Professeur titulaire au département de sociologie de l'UQAM

Les étudiants en sociologie à l'UQAM sont en grève depuis une semaine. À en juger par leurs affiches, ils revendiquent, entre autres, que la moyenne d'étudiants par groupe-cours soit réduite à 30 et que l'université renonce à ce qu'ils nomment la rationalisation de ses opérations.

Ils font fi du fait que la moyenne réelle des groupes-cours se réduit souvent à moins de 30 étudiants après chaque mission, les étudiants semblant trouver qu'une demi-session est plus que suffisante pour capter ce que leurs professeurs ont à leur enseigner.

Ils font également fi de l'évidence suivante: si on réduit la moyenne cible, beaucoup plus d'étudiants auront des chargés de cours plutôt que des professeurs comme enseignants. Mais la gestion efficace et intelligente des ressources ne semble pas les préoccuper, car ceci fait partie de cette rationalisation qu'ils s'empressent de dénoncer, rationalisation qui fait partie, dans leur lecture hautement idéologique du monde dans lequel ils vivent, de la mondialisation qu'ils dénoncent avec la même vigueur.

Propos racistes

Il n'est alors pas surprenant qu'à mon arrivée devant ma classe, le jeudi 16 janvier dernier, j'aie été accueilli non seulement par une bande d'étudiants, y compris quelques-uns de mon cours, qui m'interdisaient l'accès à la salle de classe, mais aussi par des slogans scandés par ces mêmes militants étudiants, qui dépassaient le propre de leurs revendications au sujet de l'éducation pour toucher au conflit israélo-palestinien. Il a cependant été choquant d'entendre des propos racistes et antisémites adressés à mon endroit par des étudiants de sociologie de niveau universitaire, propos que je cite textuellement: «Israël, assassin, Schechter, complice!»

On peut certes se demander quel rapport il peut y avoir entre le conflit israélo-palestinien et la moyenne cible des groupes-cours à l'UQAM. Ça prend sans doute un sociologue chevronné comme moi pour expliquer au citoyen moyen de quelle façon, dans la tête de nos étudiants confus, la mondialisation tant décriée attrape tous les phénomènes sociaux dans son filet et les tord, de telle sorte que les efforts visant à bien gérer l'UQAM font partie du même complot des dirigeants israéliens en vue de trouver une solution de paix au Moyen-Orient et que tout cela fait partie du déficit démocratique occasionné par la libéralisation des marchés prônée par les Américains, le président Bush en tête.

Je dois avouer que même un sociologue comme moi éprouve de la difficulté à découvrir un brin de

rationalité dans cette manière de penser, mais je dois tristement avouer que c'est ainsi que bon nombre de nos étudiants pensent. Ce qui est pire, c'est également ainsi que bon nombre de leurs professeurs pensent. La pomme, dit-on, ne tombe jamais loin de l'arbre.

Il est tout de même scandaleux que nos étudiants se sentent autorisés à scander des propos racistes et antisémites en toute impunité. J'ai été affolé non seulement d'entendre la situation difficile d'Israël mêlée à de stupides revendications sur l'enseignement supérieur au Québec mais aussi de me voir gratuitement accusé d'assassinat. Il aurait fallu voir les visages de ces étudiants momentanément transformés par la haine pour saisir l'ampleur et la gravité de cet incident.

Je me suis immédiatement rappelé tout ce que j'ai lu à propos des bandes de nazis en Allemagne dans les années 30. On concocte une idéologie selon laquelle les juifs sont fautifs, et ceci justifie leur élimination. Nos étudiants ne sont pas allés si loin cette fois-ci, mais en Allemagne, dans les années 30, tout a aussi commencé «en douceur».

Nos étudiants ont-ils une connaissance historique, politique et sociologique du conflit israélo-arabe pour être justifiés de qualifier Israël d'assassin? Et au nom de quelle vérité sociologique m'ont-ils traité de complice, à part le fait que je suis juif, que j'exprime ma solidarité avec le peuple d'Israël et que j'écris de temps à autre des textes pour clarifier certains points au sujet de ce conflit?

Est-ce maintenant un crime d'être juif et d'avancer une analyse de ce conflit qui ne blâme pas Israël? Apparemment, oui, non seulement à l'UQAM mais aussi ailleurs. Ce qu'ont fait les étudiants de mon département n'est guère différent de ce qu'ont fait des universitaires de Paris VI, qui ont voté en faveur d'un boycottage des scientifiques israéliens en guise de protestation contre les politiques du gouvernement israélien. Il va sans dire que ce même conseil d'administration n'a rien dit sur les crimes contre l'humanité commis par l'Autorité palestinienne.

Démonisation

La démonisation d'Israël est aujourd'hui le visage contemporain de l'antisémitisme qui refuse à l'Etat juif son droit d'existence et de défense légitime et qui demeure obstinément aveugle sur le fait qu'Israël est la seule démocratie libérale au Moyen-Orient.

Cette démonisation est monnaie courante dans la classe intellectuelle en Occident, au Québec comme ailleurs, au département de sociologie de l'UQAM comme dans les autres départements de sciences humaines de l'UQAM et d'ailleurs. Si nos étudiants ne comprennent pas la gravité de ce qu'ils ont scandé le jeudi 16 janvier 2003 dans un couloir de l'UQAM, c'est parce qu'ils entendent ce genre de dis-

cours de la part de leurs professeurs, sans parler de ce qu'ils entendent et lisent de la part des classes politiques et journalistiques des sociétés occidentales.

Mais c'est surtout ce qui se passe en milieu universitaire qui me préoccupe. *Primo*, j'y travaille. *Secundo*, c'est là que l'on forme la génération montante. *Tertio*, les universités sont censées être des lieux de débat, de réflexion et d'analyse qui tentent de respecter le plus scrupuleusement possible les règles de la méthode scientifique, la quête de la véracité et l'intégrité personnelle. Hélas, bon nombre de professeurs en sciences humaines préfèrent simplement faire passer leurs idéologies pour de l'analyse scientifique. Ainsi, ils deviennent rien de moins que des idéologues, et on sait par expérience que cela mène au terrorisme et au racisme.

Je peux moi-même témoigner de l'idéologie qui prévaut dans mon milieu, idéologie à l'origine de ces slogans antisémites entendus de la bouche de nos étudiants. J'ai des collègues qui la prônent et, parce qu'ils y croient, ils tolèrent — là où ils ne suscitent pas directement — un discours raciste auquel ils demeurent tout aussi sourds que nos étudiants. Grosso modo, cet ensemble idéologique se résume ainsi. Le monde moderne se caractérise par la mondialisation. La mondialisation se résume à la libéralisation des marchés. Ceci n'est que la forme contemporaine de domination capitaliste, domination essentielle américaine, et cette évolution de la société moderne est responsable de tous les maux de la planète, qu'il s'agisse des attaques terroristes contre des sociétés démocratiques, de la souffrance des Palestiniens ou de l'effet de serre.

Les méchants

Dans cet amalgame, les Américains sont les méchants. Toute société, toute personne favorable à l'Amérique et à la démocratie qu'elle incarne est à condamner, de la même façon que tout sociologue qui veut signaler que la démocratie est autre chose que la version laïque du paradis est vilipendé.

Pas surprenant alors que les étudiants de sociologie se sentent autorisés à me traiter de complice d'un Israël assassin. Ils puisent dans un discours ambiant qui est lui-même raciste car antioccidental, antidémocratique, antiaméricain et anti-israélien. Ce discours est aussi un discours fasciste; cependant, parce que ses tenants se considèrent de gauche, ils le jugent acceptable.

Pourtant, l'histoire nous enseigne qu'il y a également des fascistes de gauche. Elle nous enseigne aussi que c'est l'idéologie antisémite qui soude ensemble les fascistes de droite et les fascistes de gauche.

Cet amalgame semble gagner du terrain. Il est extrêmement dangereux. Ce qui commence comme une idée finit parfois par être exécuté. Avant sa prise du pouvoir, Hitler a prévenu les partis bourgeois au Parlement allemand que les nazis n'étaient pas comme eux. Ils ne l'ont pas cru. Ils pensaient le contrôler en le mettant au pouvoir. Ils auraient dû le prendre au sérieux. Moi, je prends au sérieux des propos similaires lorsque, 70 ans plus tard, je les entends dans mon université. Mais qui d'autre le fera, et comment?



Denise Bombardier

La guerre aux clichés

Seule l'inconscience peut mettre à l'abri de l'angoisse d'une guerre annoncée. Cependant, le débat actuel qui se déroule autour de nous et entre nous véhicule tant de lieux communs, de simplifications abusives, de préjugés, d'angelisme, d'ignorances historiques, de rectitude politique et de sanglots de l'homme blanc, chrétien culpabilisé par son confort, que la lecture des journaux et l'écoute des médias deviennent parfois insupportables.

D'abord, pour éclairer la suite de cette chronique, qu'il soit compris que si la guerre contre l'Irak s'avère inéluctable, il est impératif qu'elle soit le fruit d'une décision des Nations unies et non des États-Unis. La guerre ne doit pas être évitée à tout prix. Le pacifisme actuellement affiché, qui se présente comme la seule position morale acceptable, est à nos yeux irresponsable. Si les pacifistes avaient triomphé lors de la dernière guerre mondiale, nous aurions évité le problème de l'existence d'Israël puisque Hitler aurait réussi à éradiquer le peuple juif. Mais il aurait aussi nettoyé toutes ces ethnies qu'il exérait, tels les gitans et autres peuples au teint basané et aux cheveux trop noirs ou crépus. Les homosexuels ne défileraient guère dans nos villes, l'ordre régnerait en Occident et nous n'aurions pas besoin de construire de nouvelles bibliothèques, sinon pour y abriter les diverses versions de *Mein Kampf*. La guerre, dans certains cas, *yes sir!*, pour paraphraser l'écrivain Roch Carrier.

Mais dans l'esprit de plusieurs, il serait souhaitable que la guerre, si elle est déclenchée, ne fasse pas de victimes. Cela part d'un bon sentiment, mais les bons sentiments sont des boucliers de plumes d'oie face à l'action des tyrans. La guerre est le dernier recours, comme le disait cette semaine le président Chirac. La guerre est un constat d'échec, mais il arrive qu'elle soit juste, c'est-à-dire qu'elle permette de contrer l'horreur de la destruction humaine, culturelle et géopolitique.

De plus en plus de gens affirment haut et fort que George W. Bush et Saddam Hussein s'équivalent. Certains vont même jusqu'à soutenir que Bush est l'unique agresseur, et Saddam, la victime expiatoire, du maléfique Américain du Texas. On se pince!

Bush, aussi cow-boy arrogant et revanchard qu'il soit dans le domaine international, aussi réactionnaire qu'il le démontre en ce qui concerne l'avortement, par exemple, est soumis aux institutions démocratiques de son pays. Il ne liquide pas les membres de son cabinet en leur tirant une balle dans la tête de ses propres mains, il ne fait pas assassiner des membres de sa propre famille, et son peuple le craint si peu qu'une partie importante descend dans la rue, le dénonce publiquement, et il faut s'attendre à ce que, parmi les militaires, des objectifs de conscience se dressent et s'opposent à son expédition belliqueuse en quasi-solitaire. Même dans son entourage, les réticents s'expriment.

Saddam envoie son peuple dans la rue sous peine de représailles, ce peuple qu'il aime au point de l'affamer, et ses porte-voix qui s'indignent si fort devant la Terre entière des fouilles perpétrées par les observateurs de l'ONU n'auraient plus de voix du tout s'ils refusaient de se prêter à ce jeu.

Les Irakiens vivent dans la terreur, et les menaces actuelles du président Bush d'attaquer envers et contre tous leur font oublier que la source de leur terreur, depuis plusieurs années, est Saddam Hussein lui-même. Ce peuple otage, bâillonné, humilié, qui se rend aux urnes comme à l'abattoir, est prisonnier de son tyran avant tout.

Seul réconfort en cette période précaire: cette Europe à deux voix qui s'insurge contre l'attitude du gouvernement américain, lui qui bouscule le seul organisme international — aussi imparfait soit-il —, les Nations unies, à se dresser contre l'arrogance d'une certaine Amérique. Il est bon d'entendre la France et l'Allemagne — qui savent ce qu'est la guerre, tout de même — s'ériger en contre-pouvoir sans pour autant tomber dans un antiaméricanisme désolant et, disons-le, infantile.

Bien sûr, ces pays ont aussi des intérêts à défendre: on ne leur donnerait pas le bon Dieu sans confession, mais dans la conjoncture actuelle — et cela augure bien pour l'avenir —, voilà qu'une autre force, démocratique celle-là, prend le relais de l'ex-URSS afin de contrebalancer l'omnipotence de notre voisin, si attirant et si encombrant à la fois.

Par ailleurs, le Canada ne se déconsidère pas non plus. Sa position demeure difficile mais néanmoins respectable. On est loin du cliché qui veut que le Canada soit la carpe des États-Unis.

L'époque est plus tragique qu'on le souhaiterait, et les solutions sont plus complexes qu'on l'espérerait. Reste le temps, ce précieux allié dans les circonstances. George W. Bush ne peut pas nous bousculer, ce qui ne signifie guère que Saddam Hussein doit continuer de suspendre au-dessus de nos têtes ses menaces délirantes et mortelles.

denbombardier@earthlink.net

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (vigilante), Marie-Andrée Chouinard (éducation), Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Josée Boileau, Julie Carpentier (sports), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé); Pauline Gravel (science); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Ducloux et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reny, Eric Desrosiers, Valérie Dufour, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Allaire (secrétaire à la rédaction); Louise-Maudée Roussey, Geneviève Ouis-Dionne (commissaires); Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). **LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING**, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslainne Côté, Marlène Côté, Annie Duguay, Martin Fournier, Christiane Legault, Annelise Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Donald Filion, Olivier Zaida. **INFORMATIQUE**, Yanick Martel (responsable). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE**, Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Marie-Eve Santerre, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt. **L'ADMINISTRATION** Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. **LA FONDATION DU DEVOIR** Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

SCIENCE

Silence à bord

EN BREF

L'oiseau qui bégaie

(ASP) — Saviez-vous qu'il arrive aussi aux oiseaux de bégaier? Des neurologues curieux d'en apprendre plus sur les mystères du bégaiement — chez nous — ont décidé d'étudier des pinsons zébrés. Ils ont constaté que, si un bébé est élevé par un bégayer, même si celui-ci n'est pas son parent, il risquera davantage de devenir à son tour un bégayer, et qui plus est, bégaiera davantage que son tuteur. Ce qui signifie non seulement que le bégaiement n'est pas purement génétique mais qu'en plus, il est malléable. Les résultats ont été présentés lors du dernier congrès de l'Association américaine des neurologues.

Les femmes préfèrent les maisons

(ASP) — On imagine souvent que dans la nature, la femelle préfère le mâle le plus fort. Eh bien, chez le lézard, elle choisit plutôt son compagnon en fonction de sa... maison. On savait déjà que chez le lézard commun, *Uta stansburiana*, le mâle dominant accapare le meilleur endroit — en général, la roche la mieux exposée au soleil — et constatant que les femelles préféraient ce mâle, les chercheurs en avaient tout naturellement conclu qu'elles choisissaient les mâles dominants. Pas du tout, ont constaté deux compères de l'Université de Californie avec une expérience très simple: ils ont retiré les meilleures roches des pattes des lézards dominants et les ont placées ailleurs, afin de les donner aux autres mâles. Et, surprise: les mâles dominants sont demeurés loyaux à leur site géographique, autrement dit ils n'ont pas cherché à récupérer leur caillou. Tandis que les femelles ont commencé à déménager vers les plus beaux cailloux, et, accessoirement, vers les mâles qui s'y trouvent. Le pouvoir du propriétaire, en quelque sorte.

Pas de blues sous les tropiques

(ASP) — Sous le soleil des tropiques, on voit la vie en rose. Au sens propre du terme: notre vision, affectée par les rayons ultraviolets du Soleil (UV), éprouverait de la difficulté à percevoir la couleur bleue. C'est ce qu'affirment Delwin Lindsey et Ange-la Brown, deux chercheuses de l'Université de l'Ohio à Mansfield. Après avoir demandé à des volontaires d'identifier la couleur bleue sur un écran d'ordinateur qui simulait les effets des rayons UV et altérait du même coup la perception de la lentille de l'œil, ces derniers ont échoué l'exercice. Ils ont plutôt identifié cette couleur tantôt comme verte, tantôt comme grise.

Vacances en orbite

(ASP) — L'industrie du tourisme spatial est-elle finalement sur le point de décoller? Pour l'instant, les deux seuls hommes à en avoir profité, l'Américain Dennis Tito et le Sud-Africain Mark Shuttleworth, ont dû payer 20 millions de dollars leur billet à bord d'une fusée russe Soyouz. Mais un ingénieur de la firme californienne Aerospac Corporation, qui travaille entre autres pour le Département américain de la Défense, est convaincu de pouvoir amener le prix d'un billet à 15 000 \$. Il faudrait pour cela développer un système de navette à deux étages, le premier étant le propulseur qui retomberait sur Terre et serait récupéré. Le second déposerait ses passagers sur la station spatiale et en redescendrait avec les passagers du voyage précédent. Son système, assure Jay Penn, permettrait de faire jusqu'à 9500 vols par année, contre une dizaine avec les navettes actuelles, et dégagerait un profit après six ans. D'après un sondage que ses collègues et lui avaient mené en 1995, un million de personnes seraient prêtes à payer 15 000 \$ pour un tel vol en orbite. Reste à voir quelle serait la part de rêve et de réalité dans tout ce beau projet...

Rivières sens dessus dessous

(ASP) — Pour se sortir de la plus grande sécheresse des 20 dernières années, l'Australie est prête à tout, y compris... changer le cours des rivières. Cette idée scandalise plusieurs scientifiques et écologistes, mais les grandes compagnies australiennes et les médias sont globalement favorables. Plusieurs compagnies ont ainsi formé la Fondation des fermiers — les fermiers étant les premiers touchés par ce problème d'approvisionnement d'eau — dont la proposition la plus populaire est de laisser les rivières s'épancher sur les terres desséchées. Ce projet coûterait quelques milliards de dollars. « Mais cela permettrait aux fermiers d'inonder leur terre au besoin lors de grandes sécheresses. » Les opposants allèguent que cette méthode pourrait causer des dommages irréparables au fragile environnement australien. « Cela occasionnerait une sécheresse permanente sur le littoral, nuirait à la pêche côtière et aggraverait le problème déjà présent de l'équilibre salin dans la terre, en ramenant le sel souterrain en surface », affirme Tim Flannery, du Musée australien du Sud à Adélaïde. Il serait préférable, selon lui, de replanter des arbres qui s'abreuvent sous la terre et d'utiliser des méthodes alternatives d'agriculture.

Rectificatif

Une erreur s'est glissée dans l'article intitulé « Découvertes astronomiques » publié dans la dernière page Science, le 11 janvier dernier. Il fallait plutôt lire que si un prestidigitateur faisait disparaître soudainement le Soleil autour duquel la Terre tourne en raison de l'attraction qu'il exerce sur elle, environ huit minutes et demie s'écouleraient avant que notre planète ne soit plongée dans le noir. En d'autres termes, le temps mis par la lumière pour couvrir la distance du Soleil à la Terre, et ainsi nous informer de cette catastrophe, serait de huit minutes et demie et non pas de huit secondes et demie.



REUTERS

Des chercheurs de l'Université de Sherbrooke ont développé des stratégies pour diminuer le bruit ambiant dans les cabines des avions

Le décalage horaire n'est pas la seule raison du sentiment d'épuisement qui envahit les voyageurs à leur descente d'avion, après une traversée transatlantique. Un voyage à l'intérieur d'un même fuseau horaire laisse aussi la tête lourde et les oreilles bourdonnantes. L'une des grandes raisons de cet abattement est le bruit. Les chercheurs de l'Université de Sherbrooke s'attaquent justement à ce damné parasite pour faire d'un vol d'avion un moment de plaisir où les passagers auront l'impression de flotter sur les nuages.

PAULINE GRAVEL
LE DEVOIR

Les chercheurs du Groupe d'acoustique de l'Université de Sherbrooke (GAUS) ont développé différentes stratégies pour instaurer le silence à bord des avions et des hélicoptères, deux moyens de transport extraordinairement rapides mais déplorablement bruyants.

Une première tactique vise à amortir, voire absorber le bruit par l'introduction de matériaux acoustiques dans les murs de l'avion mais aussi par une configuration particulière des structures tapissant l'intérieur d'un appareil qui fera en sorte que les ondes sonores seront piégées plus efficacement.

Ce « contrôle passif » du bruit — qui, par essence, est constitué de vibrations ou ondes sonores — consiste à emprisonner ces ondes acoustiques dans la microstructure des matériaux et à les

« On incorpore en quelque sorte des oreilles et des muscles à l'intérieur du fuselage pour le rendre intelligent », dit le chercheur Alain Berry.

Jouant un rôle à la fois d'isolants thermiques et d'isolants acoustiques, des matériaux fibreux, tels que les mousses et les laines minérales, sont ainsi insérés entre le fuselage et les panneaux d'habillage en composite qui forment la finition intérieure des murs de l'avion. Bien qu'on parvienne aisément à amortir les ondes de hautes fréquences, c'est-à-dire les sons aigus, par un tel contrôle passif, celui-ci demeure peu efficace pour étouffer les basses fréquences. Les scientifiques du GAUS cherchent justement à améliorer la capacité d'absorption des matériaux pour les basses fréquences.

« La recherche va nécessiter d'examiner la microstructure des matériaux et de comprendre comment l'onde acoustique est absorbée, emprisonnée, puis dissipée dans cette microstructure », explique Alain Berry. Ce sont des phénomènes relativement complexes qui entrent en jeu et que nous tenterons éventuellement d'exploiter pour dissiper les ondes acoustiques de façon optimale. » L'équipe de Nouredine Atalla et Raymond Panneton s'applique justement à développer une nouvelle génération de matériaux acoustiques, soit par le

métissage de différents matériaux déjà existants ou par la conception de nouvelles microstructures qui seraient dotées d'un pouvoir absorbant accru.

Pour anéantir les ondes sonores de hautes fréquences, les chercheurs procèdent plutôt par un « contrôle actif » des vibrations des différentes parties du fuselage de l'avion, vibrations qui induisent le bruit dans l'habitacle. « Nous émettons sur la carlingue des contre-vibrations qui annulent les vibrations de la structure de l'avion », explique Alain Berry. Nous espérons ainsi réduire le bruit présent dans la cabine.

« On incorpore en quelque sorte des oreilles et des muscles à l'intérieur du fuselage pour le rendre intelligent », poursuit le chercheur. Les oreilles sont de petits capteurs qui mesurent l'état vibratoire de la carlingue et qui envoient éventuellement des consignes à un certain nombre d'actionneurs, les muscles, qui introduisent la contre-vibration sur la carlingue.

Un tel système est déjà en place sur un avion commercial à hélice, le DASH 8-400 de Bombardier, qui est particulièrement bruyant en raison de son hélice qui fait vibrer le fuselage, précise Alain Berry. La vibration du fuselage est transmise à l'intérieur de la cabine sous forme de bruit et le système développé par une compagnie anglaise permet d'en réduire significativement l'intensité.

Les chercheurs du GAUS s'appliquent maintenant à rendre le système plus léger et plus compact, compte tenu que le poids et la taille sont des contraintes importantes en aéronautique.

« Nous avons mis au point des actionneurs piézoélectriques très minces et très légers en forme de plaquettes rectangulaires qui peuvent être intégrées dans la structure », souligne Alain Berry. À partir d'un signal électrique, ces plaquettes se déforment et en se distordant, elles vont générer une vibration du fuselage — soit la contre-vibration. Également constitués de petits films en polyvinylidène (PVDF), les capteurs fonctionnent sur le même principe que les actionneurs sauf que leur effet est réciproque. Quand ces capteurs piézoélectriques se déforment, ils génèrent un signal électrique qu'on peut mesurer et qui nous donne une idée de l'état vibratoire de la structure. »

Pour une insonorisation plus efficace, les scientifiques cherchent par ailleurs à identifier d'où viennent les



SOURCE GAUS

Dans une chambre anéchoïque, ou sourde, les chercheurs mesurent la transmission des ondes acoustiques sur un échantillon de fuselage d'avion.

vibrations afin de les attaquer à la source. Les chercheurs du GAUS se penchent actuellement sur la boîte de transmission de l'hélicoptère qui transmet le mouvement du moteur au rotor, lequel fait tourner les pales de l'hélice. La boîte de transmission produit par ailleurs des vibrations qui se propagent au fuselage. Au bout du compte, les vibrations du fuselage engendrent ce bruit infernal qui oblige le pilote et les passagers à porter un casque dans la cabine d'un hélicoptère.

Plutôt que de s'attaquer à toute la carlingue de l'oiseau mécanique, les scientifiques limiteront donc leur contrôle actif aux vibrations du plafond de l'hélicoptère et des poutres, qui supportent la boîte de transmission: une solution qui permet de se rapprocher de la source et ainsi d'étouffer plus efficacement le bruit puisque l'on introduit des contre-vibrations qui iront bloquer la transmission des vibrations avant qu'elles n'atteignent le fuselage. « Si on interrompt la vibration à cet endroit, on peut espérer que le reste du fuselage sera calme et stable », affirme l'acousticien de Sherbrooke.

« Les trains d'engrenage et les moteurs sont constitués de matériaux très rigides dans lesquels il est plus difficile d'introduire la contre-vibration, fait-il remarquer. On peut y arriver mais les sources de contre-vibrations devront être plus puissantes, plus lourdes et vont exiger de l'électronique plus évoluée. La structure du fuselage est quant à elle généralement plus flexible et on peut alors gé-

ner plus facilement des contre-vibrations sur elle. »

Alain Berry souligne aussi le bruit généré par la rotation des pales de l'hélice qui crée un champ acoustique très intense, qui vient frapper le fuselage et le met en vibration. « Cette fois, c'est une vibration acoustique — et non vibratoire — qui est responsable de l'oscillation du fuselage », explique le chercheur. Ces oscillations sont de très basses fréquences et de ce fait suscitent plutôt un inconfort vibratoire qu'un bruit dans la cabine. Ce sont vraiment les vibrations de plus hautes fréquences (800 à 1000 hertz) générées au niveau des trains d'engrenage qui sont les véritables sources du bruit. »

Des haut-parleurs qui chachent de l'antibruit

Une autre méthode fondée sur le contrôle actif prévoit de dissimuler une série de haut-parleurs dans les compartiments à bagages, les panneaux d'habillage ou même les sièges. « Ces petits haut-parleurs généreront en temps réel un antibruit qui devrait interférer et détruire le bruit primaire que l'on veut éliminer », précise l'ingénieur Alain Berry.

Somme toute, ni le contrôle actif ni le contrôle passif ne constitue une arme absolue contre le bruit assourdissant des avions, conclut Alain Berry. Mais en combinant les deux méthodes, nous pouvons espérer réduire les bruits sur toutes les échelles de fréquence. Et rendre enfin agréables et reposants les voyages en avion!